

## VOILA OU EN EST NOTRE SOCIETE !

La mauvaise histoire qui suit n'est pas arrivée sur un autre continent, dans un autre pays dit « en voie de développement », en plein désert ou en pleine forêt vierge, c'est arrivé en France, à Montataire le 22 décembre 2011 !

Ce jeudi, un monsieur est découvert décédé de mort naturelle, chez lui, au foyer AFTAM, après que ses voisins et les responsables du foyer se soient inquiétés de ne plus le voir depuis 2 jours. La solidarité des résidents a joué son rôle.

C'est là que démarre une affaire scandaleuse, qui devrait faire honte à un pays comme le nôtre, à une société dite moderne et à ses dirigeants.

En réalité, les rapports humains se sont tellement dégradés, sous les coups de boutoir de la finance, du libéralisme qui nourrissent eux-mêmes un individualisme forcené, que la mort d'un homme, la douleur de sa famille, en l'occurrence sa fille, n'ont pas plus d'importance qu'une quelconque affaire commerciale.

Ainsi, entre 10 heures du matin et 18 heures la responsable du foyer, la police, dont une patrouille est complètement immobilisée, ...le Maire ont dû passer des dizaines d'appels téléphoniques, batailler pied à pied sur des valeurs, sur le respect de la personne humaine, même décédée, pour qu'enfin un médecin accepte de se déplacer pour délivrer un certificat de décès. Encore faudra-t-il pour en arriver là, l'intervention auprès de la Préfecture, la mobilisation de la déléguée départementale de l'ARS et les menaces de réquisition qui sont presque vécues comme une procédure normale ! !

Ce genre de situations se multiplie, et quasiment à chaque fois qu'il y a décès dans un lieu privé, à chaque fois qu'il y a nécessité d'intervenir pour un internement, les difficultés sont les mêmes pour obtenir un médecin acceptant de se déplacer pour délivrer un certificat.

Bien-sûr les problèmes de démographie médicale sont réels, bien-sûr les médecins de ville, SOS médecins sont très sollicités, mais peut-on, doit-on se résigner face à des situations comme celle d'hier ?!

Je m'y refuse.

Plutôt que de continuer à casser notre système de santé, à s'en prendre à la Sécurité Sociale qui finance la santé qu'elle soit publique ou ... libérale, l'Etat doit prendre des mesures pour permettre le respect de la dignité humaine, la continuité d'une forme de service public.

Pour ma part, je suis prêt avec la municipalité de Montataire, à participer à toute initiative, de type « table ronde », avec l'ensemble des partenaires afin de mettre en place des dispositifs permettant d'empêcher le renouvellement de telles situations honteuses.

Le Maire

Jean-Pierre BOSINO